

CGT Educ'action 01 > Vos droits > **Professeur.es contractuel.les du 1er degré : faites respecter vos droits (...)**



Professeur.es contractuel.les du 1er degré : faites respecter vos droits individuels et collectifs !

lundi 20 novembre 2023, par [CGT educ'action](#)

« **Il y aura un enseignant devant chaque élève** », a déclaré Gabriel Attal fin août. L'année dernière à la même date, l'ancien ministre avait affirmé : « Il y aura un professeur devant chaque classe à la rentrée ». Même refrain, même chanson, mêmes constats de la CGT Éduc'action.

Dans le 4 pages ci-dessous, découvrez nos conseils et nos revendications pour les professeur.es contractuel.les du 1er degré. Cliquez sur l'image pour accéder à l'intégralité du dossier !



**PROFESSEUR·ES CONTRACTUEL·LES
DU PREMIER DÉGRÉ**
**FAITES RESPECTER VOS DROITS INDIVIDUELS
ET COLLECTIFS**

LA CGT EDUC ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE

DES RÉFORMES QUI FRAGILISENT ENCORE PLUS LES NON-TITULAIRES

« Il y aura un enseignant devant chaque élève », a déclaré Gérard Trémège, ministre de l'Éducation nationale. « Il n'y aura plus de classe avec deux enseignants, il n'y aura plus de deux autres éducateurs pour affirmer : « il y a aussi un professeur devant chaque élève à la rentrée ». Le réforme refait, la réforme change, et les mêmes constats de la CGT Educ action.

Une nouvelle loi, nombreux sont les territoires qui manquent d'enseignants. L'équation était de toute évidence difficilement soluble : ET face aux postes insuffisants dans cette rentrée, l'éducation nationale a, une nouvelle fois, dû recourir de façon massive aux contractuels les recrutés le plus souvent au pied levé, avec une pauvre formation expresse, et ce dans le premier casse-tête dans le second degré.

encore plus fort sur les plus précaires qui resteront parmi les postementaires touchés : réforme des retraites, assurance chômage, réforme de la voie publique.

Dans les faits, la réforme de la scolarité dans l'ET et dans l'enseignement supérieur, ne cesse d'aggraver et les bilans se confirment : la préparation de tous les personnels en touchant tous les métiers : enseignant, administratif, ASH, RIE... la loi de Transformation de la Fonction publique à individualisé les carrières, augmente la contractualisation et devient plus de postes au management local. Cet accroissement de la précarité qui fragilise particulièrement les femmes ne peut pas être une solution ; augmentation du temps d'emploi ; augmentation de salaire ; évolution de carrière qui passe aussi par des parts partagées ; éloignement géographique ; contrats qui s'enchaînent...

Dans ces conditions et compte tenu des conditions déplorables de recrutement (titulaires ou non), comment attirer de nouveaux·es candidat·es ? À commencer par la rémunération ! Nous balançons régulièrement le constat que les recruteurs doivent également faire face à des difficultés pour offrir aux non titulaires une intégration de formation entre les personnes selon leur discipline, leur lieu d'effectuation, leur expérience professionnelle antérieure, leur niveau de diplômes. La CGT Educ action dénonce une gestion à géométrie variable des personnels sans cadre national, une individualisation de la rémunération et de l'avancement, la mise en concurrence des personnes, en somme, le casse des cadres collectifs.

Et le Pacte ne fait que renforcer la GB4 de popularité avec un discours sur la nécessaire modernisation, mais déjà renvoyant à l'obligatoire de l'évaluation de leurs IEM, une pression afin d'accroître des missions sous forme de renouvellement ou font déjà face aux dérives locales. Au-delà du Pacte, c'est l'ensemble des réformes qui a un impact

La CGT Educ Action, syndicat interterritorial, a toute sa place dans l'avenir de l'éducation nationale, dans la précarité de l'éducation nationale. La CGT continue de défendre la individualisation de toutes les formes, sans conditions de carrière ni de nationalité, avec une seule formation institutionnelle offerte ; une augmentation immédiate de 400€ et un SMIC à 2000€ brut ; des grilles de salaire alignées sur celles des titulaires et l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ; le renforcement des droits sociaux des non titulaires et la reconnaissance de leurs qualifications ; une formation décalée et adaptée aux besoins de toutes.



POUR LES NON-TITULAIRES, LA CGT EDUCATION REVENDIQUE ...

- la modélisation de toutes, sans condition de carrière ni de nationalité, concernant l'ensemble de la question de la pénibilité
- l'accès du recours massif aux personnes précaires
- dans l'immédiat, la garantie de réouverture des personnes non titulaires
- la cohérence de gestion avec une grille de salaire alignée sur celle des titulaires (sans émanation au niveau)
- le renforcement des droits sociaux des non-titulaires et la reconnaissance de leurs qualifications

